

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1920.

Proposition de loi

accordant la personnification civile à la « Société Royale
de Philanthropie de Bruxelles »

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

A plusieurs reprises déjà, des lois particulières ont octroyé la personnification civile à des œuvres dont l'importance et l'utilité justifiaient une telle faveur. Nous rappellerons notamment la loi du 7 août 1919 relative à l'œuvre du « Grand Air pour les Petits » et à la société des « Enfants martyrs ». En attendant qu'une loi générale, dont l'élaboration se heurtera sans doute à de nombreuses objections, permette à des institutions privées qui ont en vue l'assistance et la charité, de bénéficier des avantages de la personnification civile, la méthode qui consiste à procéder par le moyen de lois spéciales a du moins l'avantage de permettre au Parlement d'apprécier en toute liberté chaque cas particulier, ainsi qu'il le fait lorsqu'il s'agit d'accorder la nationalité belge à un individu par la naturalisation ou de créer une commune nouvelle.

En ce qui concerne cette appréciation des mérites d'une œuvre ou d'une institution, des services rendus par elle, des garanties que donne sa gestion, nous ne doutons pas que la Société Royale de Philanthropie ne rallie les sympathies du Parlement et que celui-ci ne soit particulièrement attentif à la proposition que nous avons l'honneur d'introduire en sa faveur.

La Société Royale de Philanthropie est la plus ancienne société de bienfaisance de l'agglomération bruxelloise, elle date de 1828, sous le régime hollandais.

Créée sous le titre de Société de Bienfaisance Urbaine, avec le concours de l'Administration Communale, elle reçut, en 1852, en même temps que le titre de Société Royale de Philanthropie, la protection spéciale de la Famille Royale.

Son but est d'assister les personnes indigentes de la capitale et des

faubourgs. Elle s'efforce, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, de combler les lacunes qui peuvent exister dans l'Administration de la Bienfaisance Publique; elle soulage celle-ci en luttant contre le paupérisme par ses multiples mesures préventives. Elle porte assistance aux vieillards aveugles et infirmes, aux personnes sans travail par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, aux ménages les plus pauvres et les plus nombreux, aux personnes qui sont dans l'adversité après avoir été dans une situation aisée. La Société vient également en aide aux affiliés de caisses de chômage, de retraite et de mutualité, qui se trouvent dans l'impossibilité de payer leurs cotisations et sont, par ce fait, menacés de perdre le bénéfice de leurs versements antérieurs. Elle s'intéresse aux malades sortant des hôpitaux. Enfin, elle vient de décider d'accorder son patronage aux aliénés sortant des asiles, de même qu'aux épileptiques.

La Société Royale de Philanthropie s'est, depuis ses débuts, occupée d'une façon toute spéciale, des vieillards aveugles des deux sexes. Un Arrêté Royal lui assure l'Administration de l'Hospice des Aveugles qu'elle dirige avec succès et qui rend les plus grands services à la Capitale ainsi qu'au Pays. Elle recueille dans son Hospice, avec l'autorisation des Pouvoirs Publics, des jeunes filles aveugles, moralement abandonnées, étrangères à Bruxelles.

Le patrimoine de l'Hospice des Aveugles est entièrement distinct de celui de la Société Royale de Philanthropie; elle ne peut en disposer qu'au profit de l'Hospice et moyennant autorisation du Conseil des Hospices de Bruxelles.

La Société Royale de Philanthropie avait fondé en 1843, une Crèche-Mère, la première de l'agglomération; en 1911 elle fusionna cette Crèche avec la Pouponnière Marie-José qu'elle subventionne largement.

Depuis l'avènement de la Dynastie, Leurs Majestés daignent lui accorder Leur confiance en la chargeant d'instruire les requêtes délicates et particulièrement intéressantes qui Leur sont adressées.

En 1911, la Société Royale de Philanthropie fonda, avec la collaboration de médecins de la Capitale, une Oeuvre de Préservation de l'Enfance contre la Tuberculose, qui a pour but de soustraire aux dangers de la contagion les enfants encore sains, issus de tuberculeux ou prédisposés d'une manière quelconque à le devenir. Ses moyens de réalisation résident dans le placement des enfants à la campagne pendant le temps reconnu nécessaire, dans des familles présentant toutes garanties aux points de vue de l'hygiène et de la morale. Elle a également fondé des « Colonies » pour les jeunes enfants; pendant la guerre elle a ainsi recueilli, de façon permanente, près de 500 enfants à préserver de la terrible maladie.

Pour remplir sa mission de bienfaisance, de relèvement social et de prophylaxie, de nouvelles ressources sont indispensables et la Société a besoin de capitaux qui lui permettent d'étendre et de compléter son œuvre de charité.

Maintes fois, pendant ses 91 années d'existence, la Société s'est trouvée dans la situation de ne pouvoir recueillir des legs qui lui étaient faits, n'ayant pas d'existence légale.

Elle a perdu, de ce fait, des centaines de mille francs qui lui étaient légués par des personnes charitables ignorantes de la Loi.

Dernièrement, en juin 1919, la Société Coopérative des *Charbonniers Bruxellois*, voulut bien mettre à la disposition de la Société Royale de Philanthropie, une somme très importante (900,000 francs).

Ce don doit être consacré à l'édification d'un établissement destiné à recevoir les protégés de l'Oeuvre de Préservation de l'Enfance contre la Tuberculose.

L'édification de cette colonie ne peut se réaliser tant que la Société Royale de Philanthropie ne possède pas la capacité d'acquérir.

Cette considération spéciale, jointe à la nécessité pour la société de développer ses autres organismes en vue de mieux secourir les misères dont elle a le souci et le soin, nous permet d'espérer que la Chambre voudra bien aborder à bref délai l'examen de la proposition de loi que nous avons l'honneur de lui présenter.

H. CARTON DE WIART.



PROPOSITION DE LOI

accordant la personnification civile à la « Société royale de Philanthropie de Bruxelles ».

ARTICLE PREMIER.

La Société Royale de Philanthropie de Bruxelles jouira de la personnalité civile dans les limites, et sous les conditions de la présente loi, à dater du jour où l'arrêté royal, approuvant ses statuts, sera devenu obligatoire.

ART. 2.

L'association est administrée par un conseil nommé conformément aux statuts.

Les statuts de l'association, ainsi que les noms, prénoms, professions et domiciles des membres de son conseil d'administration sont publiés aux annexes du *Moniteur Belge*.

Toute modification aux statuts doit, après approbation par arrêté royal, être publiée conformément aux dispositions qui précèdent.

Tout changement dans la composition du conseil d'administration est soumis à la même publicité.

La liste des membres du conseil d'administration est, en outre, publiée annuellement dans la première quinzaine de janvier.

WETSVOORSTEL

tot verleening van rechtspersoonlijkheid aan de « Société royale de Philanthropie de Bruxelles ».

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen van den dag waarop het koninklijk besluit tot goedkeuring harer statuten verbindend is geworden, bezit de « Société royale de Philanthropie de Bruxelles » rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden gesteld door deze wet.

ART. 2.

De Vereeniging wordt beheerd door eenen raad benoemd overeenkomstig de statuten.

De statuten der Vereeniging, alsmede de naam en de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden van haren beheerraad, worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Elke wijziging in de statuten moet, na goedkeuring bij koninklijk besluit, worden bekendgemaakt zooals in het vorige lid is bepaald.

Elke verandering in de samenstelling van den beheerraad dient op gelijke wijze bekendgemaakt te worden.

Bovendien wordt, elk jaar, de lijst der leden van den beheerraad bekendgemaakt in de eerste helft van Januari.

ART. 3.

Le conseil d'administration représente l'association dans tous les actes juridiques. Il peut ester en justice au nom de celle-ci, soit en demandant, soit en défendant.

ART. 4.

L'association ne pourra posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission sociale, tels que les locaux destinés à ses réunions et à ses bureaux, hospices, crèches, maisons de traitement, colonies, etc.

ART. 5.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'association, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil.

L'arrêté qui autorisera au profit de l'association l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris, fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

L'association ne pourra acquérir d'immeubles à titre onéreux que moyennant autorisation royale.

ART. 6.

Le conseil d'administration soumettra, chaque année, dans le courant du mois de mars, au Ministère de la Justice, le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 3.

De beheerraad vertegenwoordigt de Vereeniging in alle rechtshandelingen. Hij kan namens de Vereeniging in rechten optreden hetzij als eischer, hetzij als verweerder.

ART. 4.

De Vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook, geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig tot het bereiken van haar sociaal doel, zooals de lokalen voor hare vergaderingen en bureelen, godshuizen, kinderbewaarplaatsen, verplegingshuizen, koloniën, enz.

ART. 5.

Deschenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, ten bate van de Vereeniging, hebben slechts uitwerking voor zooveel ze zijn toegelaten overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit, waarbij aan de Vereeniging machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene gift bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er grond voor is, binnen welken termijn het onroerend goed moet worden vervreemd.

De Vereeniging kan alleen dan onroerende goederen ten bezwarenden titel verkrijgen wanneer zij daartoe door den Koning is gemachtigd.

ART. 6.

Elk jaar, in den loop der maand Maart, wordt door den beheerraad de rekening der ontvangsten en uitgaven van het vorig jaar ingediend bij den Minister van Justitie.

ART. 7.

La dissolution de l'association peut être prononcée par les tribunaux, à la demande du Ministère public ou de tout autre intéressé, si elle poursuit un but pour lequel elle n'a pas été constituée.

L'association est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Après paiement des dettes, le conseil d'administration règle l'attribution de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions des statuts.

ART. 7.

De ontbinding der Vereeniging kan, op eisch van het openbaar ministerie of van elken anderen belanghebbende, worden uitgesproken, indien zij een doel najaagt, voor hetwelk zij niet werd opgericht.

De Vereeniging wordt, na hare ontbinding, geacht voort te bestaan voor hare afrekening. Na de betaling der schulden regelt de beheerraad de verdeeling van het actief; daartoe gedraagt hij zich, bij voorkomend geval, naar de bepalingen der statuten.

H. CARTON DE WIART,
A. MAX,
DE LIEDEKERKE,
P. E. JANSON,
MAX HALLET,
F. BRUGMANN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1920.

Wetsvoorstel

tot verleenning van rechtspersoonlijkheid aan de « Société
Royale de Philanthropie de Bruxelles ».

TOELICHTING

MIJNE HERREN,

Herhaaldelijk reeds werd door bijzondere wetten rechtspersoonlijkheid verleend aan werken, waarvan de belangrijkheid en het nut zulke gunst wettigden. Herinneren wij, bij voorbeeld, aan de wet van 7 Augustus 1919 betreffende het « Werk der Gezonde Lucht voor kinderen » en betreffende de « Maatschappij tot bescherming van de Kleine Martelaars ». In afwachting dat een algemeene wet, waarvan de invoering ongetwijfeld tot talrijke aanmerkingen zal aanleiding geven, de voordeelen der rechtspersoonlijkheid toekenne aan de private instellingen, die hulpbetoon en liefdadigheid ten doel hebben, levert de methode, waarbij men door middel van bijzondere wetten handelt, ten minste het voordeel op, dat het Parlement elk afzonderlijk geval in volle vrijheid kan beoordeelen, zooals het zulks doet wanneer het geldt, de Belgische nationaliteit aan een persoon te verleen en door naturalisatie of eene nieuwe gemeente op te richten.

Wat betreft deze beoordeeling van de verdiensten van een werk of van eene instelling, van de door hen bewezen diensten, van de waarborgen welke hun beheer levert, zijn wij er van overtuigd dat de « Société royale de Philanthropie » (Koninklijke Philanthropische Maatschappij) de sympathie van het Parlement zal verwerven en dat dit laatste met de levendigste belangstelling het voorstel zal onthalen, hetwelk wij de eer hebben te haren gunste in te dienen.

De Koninklijke Philanthropische Maatschappij is de oudste maatschappij van weldadigheid der Brusselse agglomeratie; zij ontstond in 1828, onder het Hollandsch beheer.

Opgericht onder den naam van « Société de Bienfaisance Urbaine », met de medewerking van het Gemeentebestuur, ontving zij in 1832 den naam

van « Société Royale de Philanthropie » en werd zij tevens onder de bijzondere bescherming van de Koninklijke Familie gesteld.

Haar doel is onderstand te verleen en aan de noodlijdenden van de hoofdstad en de voorsteden. Door alle middelen, waarover zij beschikt, tracht zij de leemten aan te vullen, die kunnen bestaan in het Bestuur der Openbare Weldadigheid; zij staat het ter zijde door de bestrijding van het pauperisme, dank zij hare menigvuldige maatregelen tot het voorkomen daarvan. Zij helpt de blinde en gebrekkige ouderlingen, de personen die werkloos zijn ten gevolge van omstandigheden onafhankelijk van hun wil, de armste en de talrijkste gezinnen, de menschen die in nood verkeer en na in welstand te hebben geleefd. De Maatschappij steunt evenzoo de aangesloten en bij de werklozen-, pensioen- en mutualiteitsfondsen, die zich in de onmogelijkheid bevinden hunne bijdragen te betalen en daardoor gevaar loopen het voordeel hunner vroegere storting en te verliezen. Zij houdt het oog op de zieken die het gasthuis verlaten. En onlangs heeft zij besloten de zinneloozen, die uit de gestichten komen, evenals de lijders aan vallende ziekte onder hare bescherming te nemen.

De Koninklijke Philanthropische Maatschappij heeft zich, van haar bestaan af, in 't bijzonder beziggehouden met de blinde ouderlingen van beiderlei geslacht. Bij koninklijk besluit is haar het Beheer van het Blindengesticht toevertrouwd, dat zij met goeden uitslag bestuurt en dat de grootste diensten bewijst aan de hoofdstad en aan het land. In haar Gesticht neemt zij, met toelating der Openbare Machten, de blinde jonge meisjes op, die zedelijk verlaten en niet van Brussel zijn.

Het vermogen van het Blindengesticht is geheel en al onderscheiden van dit der Koninklijke Philanthropische Maatschappij; zij kan er enkel over beschikken ten bate van het Gesticht en mits machtiging door het Beheer der Godshuizen van Brussel.

De Koninklijke Philanthropische Maatschappij had in 1845 de eerste Kinderbewaarplaats in de Brusselsche agglomeratie opgericht; in 1911 vereenigde zij deze Bewaarplaats met het Zuigelingenhuys Marie-José, dat zij ruimschoots ondersteunt.

Sedert de Regeering onzer Dynastie waren Hunne Majesteiten zoo goed haar Hun vertrouwen te schenken door haar te belasten met het onderzoek van de kiesche en bijzonder belangwekkende smeekschriften die Hun worden toegezonden.

In 1911 richtte de Koninklijke Philanthropische Maatschappij, te zamen met de geneesheeren van de hoofdstad, een Werk op tot Bescherming der Kinderen tegen de Tuberculose, hetwelk ten doel heeft de nog gezonde kinderen, die afstammen van teringlijders of eenig teeken vertoonen dat zij het kunnen worden, aan het besmettingsgevaar te onttrekken. Om dit doel te bereiken, besteedt zij de kinderen gedurende den noodig bevonden tijd op het platteland uit bij gezinnen, die alle waarborgen opleveren wat betreft gezondheid en zedelijkheid. Zij heeft evenzoo « Koloniën » tot stand gebracht voor de jonge kinderen; op die wijze heeft zij onder den oorlog ongeveer 500 kinderen voortdurend opgenomen om ze aan de vreeselijke ziekte te onttrekken.

Om hare taak van menschlievendheid, van sociale heropbeuring en haar werk tot voorkoming der ziekten voort te zetten, zijn er nieuwe geldmiddelen noodig en de Maatschappij heeft kapitaal noodig om haar liefdadig werk te kunnen uitbreiden en aan te vullen.

Gedurende haar een-en-negentigjarig bestaan gebeurde het menigmaals dat de Maatschappij de giften, die haar geschonken werden, niet kon aanvaarden, daar zij geen wettelijk bestaan heeft.

Op die wijze heeft zij honderd duizenden frank verloren, welke haar werden nagelaten door milddadige personen die de wet niet kenden.

In Juni 1919 was de Samenwerkende Vennootschap « Les Charbonniers Bruxellois » zoo goed een zeer aanzienlijk bedrag (900,000 frank) ter beschikking van de Koninklijke Philanthropische Maatschappij te stellen.

Deze gift moet besteed worden tot het oprichten van een tehuis voor de beschermelingen van het Werk tot Voorbehoeding der Kinderen tegen de Tuberculose.

Deze kolonie kan niet opgericht worden, zoolang de Koninklijke Philanthropische Maatschappij de bekwaamheid tot verkrijging niet verwerft.

Op grond van deze bijzondere beschouwing, gevoegd bij de noodzakelijkheid voor de Maatschappij om hare overige inrichtingen uit te breiden, ten einde de ellenden, die het voorwerp zijn van hare bekommernis en van hare bezorgdheid, beter te lenigen, hopen wij dat de Kamer binnenkort zal overgaan tot het onderzoek van het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben haar aan te bieden.

H. CARTON DE WIART.

PROPOSITION DE LOI

accordant la personnification civile à la « Société royale de Philanthropie de Bruxelles ».

ARTICLE PREMIER.

La Société Royale de Philanthropie de Bruxelles jouira de la personnalité civile dans les limites, et sous les conditions de la présente loi, à dater du jour où l'arrêté royal, approuvant ses statuts, sera devenu obligatoire.

ART. 2.

L'association est administrée par un conseil nommé conformément aux statuts.

Les statuts de l'association, ainsi que les noms, prénoms, professions et domiciles des membres de son conseil d'administration sont publiés aux annexes du *Moniteur Belge*.

Toute modification aux statuts doit, après approbation par arrêté royal, être publiée conformément aux dispositions qui précèdent.

Tout changement dans la composition du conseil d'administration est soumis à la même publicité.

La liste des membres du conseil d'administration est, en outre, publiée annuellement dans la première quinzaine de janvier.

WETSVOORSTEL

tot verleening van rechtspersoonlijkheid aan de « Société royale de Philanthropie de Bruxelles ».

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen van den dag waarop het koninklijk besluit tot goedkeuring harer statuten verbindend is geworden, bezit de « Société royale de Philanthropie de Bruxelles » rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden gesteld door deze wet.

ART. 2.

De Vereeniging wordt beheerd door eenen raad benoemd overeenkomstig de statuten.

De statuten der Vereeniging, alsmede de naam en de voornamen, het beroep en de woonplaats der leden van haren beheerraad, worden bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*.

Elke wijziging in de statuten moet, na goedkeuring bij koninklijk besluit, worden bekendgemaakt zooals in het vorige lid is bepaald.

Elke verandering in de samenstelling van den beheerraad dient op gelijke wijze bekendgemaakt te worden.

Bovendien wordt, elk jaar, de lijst der leden van den beheerraad bekendgemaakt in de eerste helft van Januari.

ART. 3.

Le conseil d'administration représente l'association dans tous les actes juridiques. Il peut ester en justice au nom de celle-ci, soit en demandant, soit en défendant.

ART. 4.

L'association ne pourra posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission sociale, tels que les locaux destinés à ses réunions et à ses bureaux, hospices, crèches, maisons de traitement, colonies, etc.

ART. 5.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'association, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil.

L'arrêté qui autorisera au profit de l'association l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble sera compris, fixera, s'il y a lieu, le délai endéans lequel l'immeuble devra être aliéné.

L'association ne pourra acquérir d'immeubles à titre onéreux que moyennant autorisation royale.

ART. 6.

Le conseil d'administration soumettra, chaque année, dans le courant du mois de mars, au Ministère de la Justice, le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 3.

De beheerraad vertegenwoordigt de Vereeniging in alle rechtshandelingen. Hij kan namens de Vereeniging in rechten optreden hetzij als eischer, hetzij als verweerder.

ART. 4.

De Vereeniging mag, ten titel van eigendom of hoe ook, geene andere onroerende goederen bezitten dan die noodig tot het bereiken van haar sociaal doel, zovels de lokalen voor hare vergaderingen en bureelen, godshuizen, kinderbewaarplaatsen, verplegingshuizen, koloniën, enz.

ART. 5.

Deschenkingen onder de levenden of bij uitersten wil, ten bate van de Vereeniging, hebben slechts uitwerking voor zooveel ze zijn toegelaten overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

Het besluit, waarbij aan de Vereeniging machtiging wordt verleend tot het aanvaarden van eene gift bevattende een onroerend goed, bepaalt, zoo er grond voor is, binnen welken termijn het onroerend goed moet worden vervreemd.

De Vereeniging kan alleen dan onroerende goederen ten bezwarenden titel verkrijgen wanneer zij daartoe door den Koning is gemachtigd.

ART. 6.

Elk jaar, in den loop der maand Maart, wordt door den beheerraad de rekening der ontvangsten en uitgaven van het vorig jaar ingediend bij den Minister van Justitie.

Art. 7.

La dissolution de l'association peut être prononcée par les tribunaux, à la demande du Ministère public ou de tout autre intéressé, si elle poursuit un but pour lequel elle n'a pas été constituée.

L'association est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Après paiement des dettes, le conseil d'administration règle l'attribution de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions des statuts.

Art. 7.

De ontbinding der Vereeniging kan, op eisch van het openbaar ministerie of van elken anderen belanghebbende, worden uitgesproken, indien zij een doel najaagt, voor hetwelk zij niet werd opgericht.

De Vereeniging wordt, na hare ontbinding, geacht voort te bestaan voor hare afrekening. Na de betaling der schulden regelt de beheerraad de verdeeling van het actief; daartoe gedraagt hij zich, bij voorkomend geval, naar de bepalingen der statuten.

H. CARTON DE WIAAT,
A. MAX,
DE LIEDEKERKE,
P. E. JANSON,
MAX HALLET,
F. BRUGMANN.
